

EN GUISE D'HOMMAGE : KARL W. DEUTSCH ET SON RÔLE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA SCIENCE POLITIQUE EUROPÉENNE

Dusan SIDJANSKI

Pour rendre hommage à mon ami Karl W. Deutsch, grande figure de la science politique mondiale, j'ai choisi de présenter quelques-unes de ses interventions à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, au Centre européen de la culture et à l'Institut universitaire d'études européennes. C'est dire qu'aux côtés de Denis de Rougemont, Karl W. Deutsch a été mon principal soutien qui a abouti au développement de l'Institut universitaire d'études européennes et plus tard en 1969 à la création du Département de science politique. Depuis 1960, sans discontinuer, il a animé nos séminaires et a souvent enseigné en qualité de professeur invité. Son apport essentiel à l'éclosion et l'épanouissement de la science politique à Genève appelle notre admiration et notre gratitude.

Définitions et intégration européenne

“La méthode : appliquer l'expérience passée aux besoins présents”, telle est en gros la méthode à laquelle ont eu recours les membres de l'équipe de Princeton, réunis autour des professeurs Van Wagenen et Deutsch¹. L'étude de quelques cas d'intégration qui se sont produits dans le passé leur a permis d'établir une échelle de conditions qui favorisent, à degrés divers, le mouvement d'intégration. Ce schéma, qui peut servir à l'analyse des mouvements d'intégration internationaux et régionaux, a été appliqué par ses auteurs à la zone de l'Atlantique du Nord.

Les auteurs ont commencé par fixer un certain nombre de *définitions de base* : intégration, communauté de sécurité. La *communauté de sécurité* est

1. Cf. notamment leur ouvrage collectif de synthèse : DEUTSCH K. W., BURRELL S. A., KANN R. A., LEE M. Jr., LICHTERMAN M., LINDGREN R. E., LOEWENHEIM F. L., VAN WAGENER R. W., *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton University Press, 1957.

un groupe en état d'intégration, c'est-à-dire "dans lequel a été obtenu un sens de la communauté, accompagné d'institutions et de pratiques, formelles ou non, suffisamment fort et répandu pour donner la certitude raisonnable que l'évolution des rapports des membres du groupe se produira pacifiquement" (c'est-à-dire sans recours à la violence) "pendant une longue période de temps"².

Première question : ces définitions peuvent-elles être utilement appliquées à l'intégration européenne ? Dans les conditions particulières de l'intégration européenne, ces définitions ne semblent pas devoir constituer le centre principal d'analyse. Le point de départ des travaux du groupe de Princeton est l'équation intégration = communauté de sécurité. L'accent est mis sur le "changement pacifique" caractéristique d'une société "intégrée". Ne peut-on pas admettre aujourd'hui que les six États membres de la Communauté européenne sont parvenus, à des degrés divers mais proches, au stade d'une communauté de sécurité pluraliste" (pluralistic security community) ? Ne peut-on pas en penser autant des pays de la région de l'Atlantique du Nord, tout en tenant compte d'écarts plus marqués ? À l'heure actuelle, on conçoit difficilement une guerre entre les États-Unis et la France, ou entre la France, l'Allemagne et l'Italie. Ceci admis en principe, notre problème demeure entier : quel est le *degré d'intégration* auquel sont parvenus les pays de la Communauté européenne ? Or, ce degré se situe, par définition, entre la communauté de sécurité pluraliste et celle fusionnée (*amalgamated*). C'est ce processus de passage de la communauté pluraliste à la communauté fusionnée qui constitue l'un des centres d'intérêt de notre recherche.

L'attention portée par le groupe de Princeton au thème de la communauté de sécurité s'explique par le fait que, sur le plan international, le problème n° 1 est celui de la guerre et de la paix. Chemin faisant, les auteurs ont néanmoins largement débordé le cadre de leurs définitions en analysant et en classant les conditions qui favorisent l'intégration. Au terme de leur recherche d'ailleurs ils n'ont qu'incidemment répondu à la question posée au départ.

Conditions d'intégration

Ainsi qu'il ressort de leur ouvrage de synthèse, les auteurs ont dégagé deux catégories de conditions : conditions *essentielles* et conditions *favorables* (*Helpful*). Ils ont dénombré neuf conditions essentielles pour la création d'une communauté de sécurité fusionnée : similitude de valeurs et d'espoirs ; style de vie commun ; espoirs (*expectations*) de liens économiques plus étroits et

2. Ibid., pp. 10-11 (selon la traduction de Pierre Duclos : DUCLOS P., "Fédéralisme et politification", *Res Publica*, no 1, 1962, p. 20).

de gains plus larges ; augmentation de la capacité politique et administrative d'au moins quelques-unes des unités membres ; taux supérieur de croissance économique d'au moins quelques-unes des unités membres ; liens continus de communication sociale entre les couches influentes (*relevant*) ; multiplicité de types de communications et d'échanges. Trois autres conditions pourraient être essentielles : équilibre et compensation de courants de communications et d'échanges ; échanges suffisamment fréquents de rôle entre groupes ; possibilité de prévoir le comportement des autres.

En dehors de cet aspect statique, les auteurs étudient l'intégration en tant que *processus dynamique*. Ils déterminent les facteurs qui mettent en branle les conditions essentielles ou favorables et les acheminent vers la constitution d'unions plus larges. Ce processus visible dans divers secteurs, notamment dans celui des échanges, peut subir une accélération en tant que "sous-produit" du processus de transformation politique et sociale. Mais c'est l'apparition d'un *noyau de puissance* qui provoque le plus souvent le mouvement d'intégration ou d'accélération. D'autre part, les auteurs examinent également le rôle du "fonctionnalisme" ; le concept de la "mise en marche" ou le concept du "déclenchement" (*takeoff*) de W. Rostow qui, d'ailleurs, appelle bien des réserves ; le rôle des élites (*leaders*) et des nouvelles générations ; celui des intellectuels, accru du fait de l'élargissement de la participation des masses à la culture ; les liens entre les intérêts locaux et les intérêts de la communauté en formation.

Les mots d'ordre ou les motifs invoqués par les promoteurs d'unions ont été évalués de trois façons : ils ont été, tout d'abord, réunis par catégories afin de permettre des comparaisons ; puis, groupés par ordre de fréquence ; enfin, estimés selon leur efficacité apparente en opposant le nombre de réussites et d'échecs de mouvements d'intégration. En recourant à cette méthode à trois étages, les auteurs dénombrent quinze moyens ou instruments permettant de susciter ou de stimuler l'intégration. Les voici classés par ordre de *fréquence*, selon l'usage que les promoteurs en ont fait : 1. institutions politiques ; 2. symboles ; 3. législation nouvelle ; 4. opposition aux institutions impopulaires ; 5. propagande ; 6. union en tant que but politique ; 7. intégration fonctionnelle qui préserve l'autonomie des gouvernements des pays membres ; 8. approche "pluraliste" et respect des souverainetés ; 9. recrutement de personnes acquises à l'idée d'union ; 10. participation populaire au mouvement d'union ; 11. participation populaire aux institutions communes ; 12. promesses d'autonomie politique et administrative ; 13. conquête militaire ; 14. alliances militaires ; 15. monopole de la force légitime³.

3. DEUTSCH K. W. and alli, *op. cit.*, 1957, pp. 101 et 102.

Cet ordre est renversé lorsqu'on procède selon le critère d'*efficacité*. Celui-ci peut être déterminé d'une manière approximative d'après la fréquence relative des motifs ou des fins dans des cas de réussite par rapport aux échecs. L'application de cette règle conduit à la hiérarchie suivante :

Les numéros 10 et 11, c'est-à-dire la participation populaire au mouvement d'union et aux institutions communes, viennent ici en tête du classement ; suivis du respect des souverainetés, de la propagande, de l'opposition aux institutions impopulaires et des promesses d'autonomie politique et administrative ; puis, nous retrouvons l'intégration fonctionnelle, les alliances militaires, les législations nouvelles ; c'est ici seulement que se placent les deux moyens qui, par ordre de fréquence, sont en premier lieu ; suivent, enfin, les numéros 9 et 6 – union en tant que but politique, ainsi que le monopole de la force légitime et la conquête militaire. Nous constatons donc que les moyens le plus fréquemment employés tels que les institutions politiques et les symboles sont relégués aux derniers échelons de l'efficacité. Par contre, la participation populaire et le pluralisme politique de fréquence réduite passent en tête de la classification par ordre d'efficacité.

Cette étude synthétique contient également des données précieuses sur le "seuil d'intégration" (*threshold*), sur les besoins croissants en fonctions nouvelles, ainsi que sur la question d'équilibre ou de déséquilibre entre les charges et les capacités des gouvernements et des institutions.

Dans la dernière partie de leur ouvrage, les auteurs appliquent la méthode ainsi dégagée de l'étude des cas historiques à l'analyse du degré d'intégration dans la région de l'Atlantique du Nord. En résumé, les auteurs constatent que des quatorze conditions essentielles et favorables, huit atteignent un niveau généralement haut. Deux sur les six conditions atteignent un niveau peu élevé et ne semblent pas essentielles pour la formation des communautés de sécurité pluralistes ou fusionnées. Mais l'une de ces six conditions est celle de solidarité (*responsiveness*), condition qui peut être essentielle pour les deux types de communauté de sécurité⁴.

Cette partie contient des enseignements utiles. Cependant, faute de recherches plus poussées dans certaines directions, sa généralité contraste avec la contribution substantielle de la partie méthodologique. L'un de ses apports les plus intéressants est le bilan des lacunes (6 bis⁵). Cette tentative semble au total justifier notre préférence initiale : étude par secteurs complétée par des indicateurs.

4. Ibid., p. 161.

5. Ibid., pp. 196 à 198.

Portée de la hiérarchie

Cette classification des conditions apparaît trop schématique. D'ailleurs, l'équipe de Princeton met en garde contre une généralisation excessive de leurs résultats et des critères proposés. En fait, auteurs et lecteurs oublient l'origine de leurs instruments auxquels ils attribuent, plus ou moins intentionnellement, une valeur scientifique sûre. La mise en garde discrète se perd dans l'analyse des facteurs et de leur classification. Pour cette raison, elle mérite d'être rappelée ici. Le premier choix porte sur les cas, dont *trente-trois* ont été retenus. Sur cet ensemble, onze concernent l'Europe de l'Ouest et l'Europe Centrale, cinq l'Europe de l'Est, six l'hémisphère occidental ; huit l'Asie et trois le Commonwealth. Les deux tiers des cas sélectionnés appartiennent à la culture occidentale. C'est une première limitation qui offre d'ailleurs une certaine homogénéité, qui rend les comparaisons plus valables. Une deuxième limitation a été imposée par le facteur temps : il a fallu se borner aux situations de courte durée où le processus d'intégration ne s'échelonne que sur deux ou trois générations ; dans ce laps de temps, les facteurs sont suffisamment caractérisés pour permettre des comparaisons. Ainsi, sur trente-trois situations choisies au départ, seize relatives à l'Europe et à l'Amérique ont été soumises au traitement scientifique. Cinq de ces situations aboutirent à un échec⁶. Cette proportion d'échecs et de réussites a été dûment prise en considération lors de l'évaluation de l'efficacité des instruments employés par les promoteurs.

Sur un autre point, cependant, des précisions manquent : certains motifs à fréquence réduite apparaissent comme particulièrement efficaces, telle la participation populaire. Les auteurs ont-ils tenu compte du fait que moins un motif est invoqué, plus il a de chance d'apparaître dans des cas de réussite ; et à l'inverse, plus un moyen est souvent employé, plus il court de risque d'échecs. Ainsi, les institutions politiques ou les symboles qui sont présents dans presque tous les essais d'intégration doivent nécessairement apparaître moins efficaces que ceux qui ne font leur apparition que dans certains cas et à un stade relativement avancé du processus. En effet, le soutien et la participation populaires, difficiles à obtenir, ne se présentent généralement que lorsque l'intégration a déjà produit certains effets qui touchent les couches plus larges de la population, les sensibilisent et les incitent à prendre une part active au mouvement d'union. Or, à ce niveau, le succès de l'intégration est, en principe, assuré. C'est dire que tant les situations examinées que les conclusions ne peuvent avoir qu'une portée limitée.

Dans une perspective plus générale, ces considérations apportent la preuve, s'il en est besoin, de la fragilité de toute méthode quantitative.

6. Ibid., pp. 15 à 19.

D'ailleurs, cette hiérarchie a été élaborée d'après des appréciations qualitatives avec l'aide de comparaisons quantitatives. Elle n'est nullement le produit de calculs statistiques, mais d'une collaboration de deux types de méthodes⁷. Une dernière remarque concerne le principe de la méthode historique : celle-ci se développe en sens inverse des événements ; elle part du point de l'aboutissement, intégration ou désintégration, et interprète à la lumière de ce fait les facteurs qui ont contribué à sa réalisation. Partant, elle risque de laisser dans l'ombre certaines composantes d'une situation réelle. Il est évident que la situation apparaît différente selon que l'on se place *avant* ou *après* un changement fondamental. Ces difficultés semblent accrues lorsqu'on est confronté avec des mouvements de type fédéraliste qui se caractérisent par une grande souplesse et une haute dose de pragmatisme.

Averti de ces problèmes, voyons quel peut être l'apport de cette contribution aux recherches européennes. Établie d'après des expériences du passé, la hiérarchie ne semble pas s'appliquer automatiquement aux mouvements actuels d'intégration. L'usage qu'en ont fait les auteurs dans la dernière partie de leur étude semble confirmer cette impression. *A fortiori*, son application à l'intégration européenne soulève des questions préalables : *cette hiérarchie de conditions est-elle compatible avec les caractéristiques de l'intégration européenne ?* Les traits originaux de cette dernière n'exigent-ils pas une révision de cette hiérarchie ? Sans répondre dès à présent à cette question fondamentale, nous pouvons hasarder une première conclusion approximative : les centres d'intérêts ou les foyers d'analyse proposés par le groupe Deutsch sont du plus haut intérêt pour notre entreprise ; à l'inverse, la hiérarchie élaborée en partant d'un nombre limité de cas historiques, ne constitue qu'un *cadre provisoire*, qui doit être adapté à chaque situation particulière. Cet effort d'adaptation permettra d'ailleurs de faire ressortir les traits originaux et les traits communs que renferme chaque cas.

Pour ces raisons, nos recherches doivent s'insérer dans un aperçu global des caractéristiques essentielles de l'intégration européenne. Cette esquisse mettra en évidence les différences qui séparent le cas européen d'autres cas d'intégration. Elle facilitera une éventuelle adaptation du schéma du groupe Deutsch aux conditions réelles de l'intégration européenne.

Voici, à titre d'exemple, quelques *traits originaux* de l'intégration européenne :

L'Europe ne s'unit pas selon le principe hégémonique, mais selon le principe de la libre association. L'application de ce principe n'a cependant pas exclu l'existence d'un "élément fédérateur" dans la plupart des États fédéraux (États-Unis, Suisse). Cet élément semble manquer au tableau européen

7. Ibid., p. 98.

qui ressemble à une mosaïque où les centres de puissances s'équilibrent, sans constituer pour l'instant un seul noyau à position dominante. Cette image se retrouve à l'intérieur de la Communauté européenne en voie d'intégration où l'entente franco-allemande – préalable primordial – n'a pas atteint un niveau d'union qui lui permette de remplir le rôle d'un élément fédérateur et où la plupart des actions exigent le concours de volonté de la part des membres ; elle persiste aussi à l'extérieur de la Communauté bien que dans ce milieu encore moins intégré les Six puissent exercer une certaine pression dans le sens d'une cohésion plus élevée. Mais, cette distinction s'impose : vue de l'extérieur la Communauté peut apparaître comme un noyau de puissance fédérateur, tandis que perçue de l'intérieur elle n'accuse qu'un degré d'intégration insuffisant, bien que supérieur à celui de l'Europe occidentale. Dans l'ensemble, celle-ci se caractérise par plusieurs *paliers d'intégration*, où le *facteur d'attraction* et de *participation volontaire* joue un rôle plus important que la force de pression. Dans cette configuration particulière et différenciée, des facteurs d'adhésion libre occupent une place prépondérante. Ce tableau, dont les traits demeurent mouvants et incertains, subirait une transformation fondamentale du fait de l'éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne.

La construction nouvelle ne s'élève pas sur un terrain vague, mais sur un espace où se dressent des *obstacles* qui puisent leur force dans des traditions anciennes et des sentiments devenus quasi "naturels et innés" : ici, les nations, les nationalismes antagonistes préexistent à la constitution d'une union supérieure. C'est là la principale différence entre l'éclosion du sentiment et de la conscience "américaine" et "européenne". De plus, il ne s'agit pas de nations jeunes, mais de nations qui ne sont pas toujours prêtes à oublier les *grandeurs passées*. Reléguées au second rang des puissances mondiales, elles cherchent cependant une compensation dans l'union. Dans notre cas, les sentiments de frustration et de déclin n'ont pas été sans influence, du moins au début du mouvement d'intégration.

"L'Europe a découvert le monde" selon l'expression de Denis de Rougemont. Pendant longtemps, elle a été son usine, son centre commercial et son *foyer d'activités*. Les régions extra européennes étaient fortement tributaires de leurs échanges avec les pays européens. Ces liens se sont sensiblement affaiblis en termes relatifs avec l'apparition d'autres pays extra européens. Cependant, l'Europe continue à représenter un tiers du commerce mondial. Les pays tiers, européens et extra européens, désireux de préserver leurs *échanges* avec les pays de la C.E.E., s'opposent à cette tentative d'intégration européenne qui pourrait menacer leurs exportations à destination des Six. Ainsi, l'ancien centre du monde est devenu le point de mire des réactions et des résistances qu'opposent les pays tiers à son intégration. Paradoxalement, ses liens multiples avec le reste du monde agissent souvent

en moteur de résistances qui, en menaçant l'unité de la Communauté, ont contribué à la renforcer.

Les *conditions économiques et techniques* qui président à l'intégration européenne sont foncièrement différentes de celles qui ont entouré l'éclosion d'autres unions. Ainsi, par exemple, aux mécanismes libéraux et non interventionnistes s'est substitué un appareil économique mixte, régulateur, souvent interventionniste, doté parfois d'instruments de planification dite souple.

Ces observations à la fois sommaires et banales font pressentir la distance qui sépare l'intégration européenne des expériences du passé. La réalité européenne nous incite à nous tourner vers une méthode essentiellement pragmatique et opérationnelle.

L'Europe politique

Quelque indispensable qu'elle soit, la solidarité entre gouvernements n'est pas une assise suffisante pour une union politique. En effet, la création d'une Europe politique implique non seulement la volonté des gouvernements, mais également un consentement et une volonté aussi généralisés que possible. Il est évident que le degré d'intensité de ces facteurs sera déterminant pour la forme de l'union. Il s'agira ici avant tout de prendre la température de l'ambiance politique, d'évaluer le degré de volonté "européenne", d'observer la politisation de la Communauté et les voies conduisant à l'union politique.

Pour apprécier le degré d'intensité de la *volonté politique* existante et prévisible d'ici quelque temps, on peut compléter les estimations qualitatives par des indicateurs quantitatifs. Le professeur Deutsch constate tout d'abord que la volonté politique n'est pas une cause sans cause. Ses effets ainsi que son "écologie" peuvent être mesurés. L'idée consiste à essayer de mesurer ce qui est mesurable afin d'affiner notre appréciation des éléments qui ne le sont pas. À cet effet, le professeur Deutsch a proposé deux séries de *tests* permettant de mesurer la volonté nationale⁸ dont certains pourraient être adaptés pour nos besoins.

La première série de *tests* dits de cohésion consiste à appliquer le concept de *feedback* familier aux ingénieurs des communications, c'est-à-dire le système de circulation d'informations entre un centre de décision et un centre d'exécution, qui assure une adaptation continue en cours d'exécution

8. DEUTSCH K. W., *Nationalism and Social Communication ; an Inquiry into the Foundations of Nationality*, Technology Press of the Massachusetts Institute of Technology, Cambridge / Wiley, New York, 1953, pp. 81 à 89, 140 à 144 et 151 à 152.

d'après les résultats obtenus. Cette technique permet de mesurer la mémoire mais aussi l'autonomie d'un organisme ou d'une organisation par un *test* double portant à la fois sur la capacité structurelle intérieure et les résultats extérieurs observables. La question de savoir dans quelle proportion ces résultats mesurables demeurent en deçà de la capacité structurelle induite est primordiale pour toute une unité sociale organisée, entreprises, nations ou communautés supranationales. En recourant à ce concept, le professeur Deutsch suggère de mesurer la *capacité d'adaptation* d'une nation aux nouvelles tâches, ainsi que le *taux de sa capacité à apprendre*. Dans la mesure où ce processus d'adaptation ou de formation dépend des cultures et des gouvernements nationaux, il servira d'indice relatif à l'efficacité du système national de communications sociales. D'autre part, cette technique permet de mesurer l'intensité des messages importants au niveau national par rapport à l'intensité des messages personnels ou locaux. Il semble que, sans difficulté majeure, cette technique pourrait être transposée au plan européen. L'intensité constatée au niveau de la Communauté serait comparée à celle qui se manifeste sur un plan européen plus large et sur les plans nationaux et régionaux. En outre, la volonté européenne s'exprimant par une certaine sélection de messages ou de décisions, il ne serait pas sans intérêt de dresser un tableau de canaux de transmission et de mesurer leurs effets sélectifs selon les méthodes bien connues de recherches dans le domaine des communications sociales et d'analyse de l'opinion publique. Les données ainsi obtenues seraient insérées dans un contexte plus large.

La deuxième série comprend des *tests de complémentarité*, fondés sur la *transmission d'informations* et sur la *capacité de prévoir le comportement* des autres membres d'une communauté. Les techniques existantes permettent de mesurer la fidélité dans la transmission de messages, d'évaluer quantitativement à quel point les différences de langues ou de nationalité forment des obstacles aux communications sociales et de déterminer ceux qui se dressent entre pays, entre diverses régions d'un pays ou entre diverses catégories de citoyens. Des comparaisons entre ces résultats fourniraient des renseignements intéressants sur le degré d'efficacité des communications dans la Communauté. L'intégration des communications sociales est-elle plus poussée dans un pays que dans la Communauté ? Les différences entre régions d'un pays sont-elles plus ou moins accusées que celles entre pays membres de la Communauté ? N'y a-t-il pas de régions d'un pays qui soient plus proches de régions d'un autre pays que d'autres régions du pays dont elles font partie ? Quel est l'effet de la Communauté sur l'intégration des communications sociales ? Celles-ci sont-elles plus intégrées dans la Communauté qu'entre d'autres pays européens ?

D'une application générale, le *test du groupe de travail* ou de la capacité d'organisation semble particulièrement indiqué pour l'analyse des institu-

tions communautaires. Ces *tests*, qui permettent de déceler la rapidité et l'efficacité dans la formation d'équipes, pourraient être employés pour la sélection du personnel à l'exemple de ce qui se pratique pour le service militaire ou dans l'industrie. De toute manière, cette technique servira pour l'étude de la formation et du rendement des équipes communautaires. Ces groupes de travail présentent un intérêt spécial du fait qu'ils sont composés de personnes de diverses nationalités parlant des langues différentes. De plus, ils se prêtent fort bien au *test de substitution* qui consiste à remplacer les personnes d'une nationalité par les personnes d'autres nationalités pour déterminer des dosages et des combinaisons optimums. Avec le *test* de la capacité à apprendre et à travailler dans d'autres langues, les *tests* mentionnés sont des instruments indispensables pour nos recherches ainsi que pour une organisation rationnelle des institutions communautaires. Selon la suggestion du professeur Deutsch, leur application peut être étendue à la nation et à l'intégration européenne.

La série de *tests* sur les possibilités de *prévisions du comportement* d'autrui, en rapport avec la communauté culturelle, porte sur la ressemblance entre associations de mots et la compréhension des allusions ou des plaisanteries ; sur une certaine similitude de réactions spontanées ; sur le sentiment de "nous" ; et sur la prédiction qui résulte de l'introspection que l'on retrouve sous la forme d'intuition, par exemple, chez les hommes politiques ; cette intuition, généralement localisée, ne s'applique pas nécessairement aux relations internationales. Ces *tests*, bien que moins importants que ceux du groupe de travail ou de substitution, pourraient être mis à profit pour l'observation de la formation d'un esprit communautaire dans les institutions et associations européennes. De même, on pourrait examiner dans quelle mesure les hommes politiques ont acquis le sens des affaires communautaires. Le *test* complémentaire de communauté de *modèles à imiter* a servi parfois pour définir une communauté nationale ; en effet, celle-ci assurerait une certaine homogénéité de modèles à imiter qui, de ce fait, deviendraient prévisibles. Cette homogénéité existe-t-elle sur le plan européen et dans quelles proportions ? Est-elle plus accentuée parmi les Six depuis le début de leur intégration ? Quel est son degré entre régions à l'intérieur d'un pays ? Dans la mesure où les écarts sont enregistrés, ils permettraient d'observer la puissance unificatrice du pouvoir politique national et peut-être d'en déduire certaines considérations valables pour les recherches européennes.

Ces divers indicateurs contribueront certes à l'analyse de l'intégration sociale de la Communauté et des pays européens. Mais il nous semble qu'ils ne concernent que plus ou moins directement la volonté politique. L'intensité de cette volonté pourrait être mesurée par sondage dans diverses catégories de citoyens ou, par la méthode du professeur Lerner, parmi les dirigeants dans la Communauté. Par cette double technique, nous serons à même d'éva-

luer les degrés de volonté qui se manifestent en faveur des diverses formes d'union politique, tout en tenant compte du poids de diverses couches, et de leur participation à la création d'une Europe unie. Sur la base de ces données, il serait possible d'établir des prévisions pour 1975 ; celles-ci devraient prendre en considération la substitution des générations qui introduit des changements de motivations et d'objectifs. En étudiant les dirigeants, nous nous efforcerons de voir dans quelle mesure des liens permanents de communication existent entre diverses couches et diverses nationalités de dirigeants, ainsi que de préciser la tendance à la constitution d'une catégorie de dirigeants européens. Plus tard, il faudra observer quels sont les éléments qui entrent dans la composition de cette nouvelle catégorie pour savoir notamment si, comme dans certaines expériences du passé⁹, elle comportera un mélange de catégories sociales et constituera, partant, un certain renouvellement de l'élite européenne. En dehors de catégories ou de dirigeants politiques importants, d'autres facteurs, à première vue secondaires, pourraient peser sur l'évolution politique agricole commune, pourraient devenir, contrairement à leur tradition conservatrice, un élément moteur dans la formation d'une union politique.

Dès 1960, lors de nos entretiens avec Jean Meynaud, nous avons été frappés par l'absence d'études de science politique dans le domaine de l'intégration européenne. En fait, l'élément essentiel de ce mouvement, ses aspects et ses conséquences politiques, ont été systématiquement ignorés, en particulier par les observateurs européens. Les contributions qui suivent ont pour objet d'aborder les principales questions de science politique que soulève le processus d'intégration, de montrer les possibilités multiples qui s'offrent aux chercheurs et d'éveiller l'intérêt des Européens. Elles s'inscrivent ainsi dans les préoccupations de l'Institut d'études européennes.

Afin de donner corps à notre projet, nous avons eu de nombreux échanges d'idées. D'abord à deux, puis dans un cadre plus large lors de la réunion préparatoire qui a rassemblé le 10 avril 1962 au CEC à Genève MM. K. W. Deutsch, P. Duclos, R. Girod, J. Meynaud, A. Weilenmann, E. Lewis, H. Schwamm, D. Sidjanski. Ces séances ont été consacrées aux travaux et à la méthode quantitative de Karl W. Deutsch, de l'Université de Yale. Selon Deutsch, il serait possible de mesurer le degré atteint par le mouvement d'union en systématisant les éléments quantitatifs : les échanges de produits, d'hommes, de correspondances et de touristes sont, entre autres, autant d'indicateurs mesurables. Mais ces éléments, pour significatifs qu'ils soient, ne révèlent que certains aspects du phénomène étudié. Le professeur Deutsch ne l'a pas caché.

9. Cf. DEUTSCH K. W. and alii, *op. cit.*, 1957, p. 88.

Le Colloque de la Tour-de-Peilz, réuni du 16 au 18 novembre 1962, est en quelque sorte l'aboutissement de ces premiers efforts. Son objectif était de faire le bilan des grandes questions européennes et de tracer les principales voies de recherche. Le tout était conçu dans l'optique de la science politique. Les rapports de base traitaient des méthodes de Deutsch et de Haas, de la terminologie européenne, ainsi que des pistes à explorer.

Dans notre résumé fondé sur l'enregistrement intégral des débats, nous avons regroupé les discussions autour de quatre thèmes principaux : 1° la théorie de l'intégration avec des références spéciales à la "politification" de Pierre Duclos ; 2° les indicateurs dénombrés dans le document de travail et le modèle de K. W. Deutsch ; 3° l'eurosphère qui désigne les ensembles de personnes qui participent de manière active ou passive au mouvement d'intégration ; ce concept a été illustré par plusieurs exemples de dirigeants européens dont celui de l'administration française présenté par Pierre Gerbet ; 4° en conclusion, cette réunion a adopté les voies de recherche proposées dans le document de travail.

Le Colloque de la Tour-de-Peilz a réuni, sous la direction de Jean Meynaud et Dusan Sidjanski, plusieurs spécialistes de la science politique et de l'intégration européenne¹⁰.

L'esprit du colloque s'est caractérisé par une confrontation franche d'idées et de données concernant les problèmes de l'union européenne. Cet échange de vues s'est fait à partir des documents de travail qui portaient notamment sur les méthodes et les pistes de recherches. Les questions suivantes ont été abordées : politification ou passage du seuil du politique ; relations entre économique et politique ; choix des indicateurs qui permettraient de mesurer le degré d'intégration ; question de l'*eurosphère*. Enfin, les participants ont passé en vue quelques recherches prioritaires ainsi que les principaux foyers d'analyse. Dans ce bref résumé, nous nous limiterons à quelques aspects de ces discussions qui nous paraissent intéresser particulièrement l'avenir de la recherche européenne.

Il a été proposé, tout au début, de procéder à un tour d'horizon de diverses images et conceptions personnelles des participants. Cette confession collective, selon les auteurs de la proposition, aurait pu faciliter la recherche d'une méthode objective. D'autres participants ont estimé qu'il n'est pas nécessaire de commencer par les représentations personnelles, mais qu'il

10. Participaient au colloque : Mrs. Miriam Camps, Political and Economic Planning, Londres ; MM. G. van Benthem van den Bergh, Europa Institut, Leyde ; Pierre Duclos, Institut d'études politiques, Paris ; Pierre Gerbet, Fondation nationale des sciences politiques, Paris ; J. Meynaud, Université de Lausanne ; J.-R. Rabier, Communautés européennes – Service de presse et d'information – Bruxelles ; S. Rose, St. Antony's College, Oxford ; G. Sartori, Université de Florence ; A. Spinelli, Rome ; D. Sidjanski, Université de Genève.

est plus judicieux de débiter par une analyse de la “marmite”, puis de parvenir ensuite à celle des images. Il est évident qu’il n’y a pas de distinction absolue entre ces deux façons de procéder et qu’en réalité il existe des rapports étroits entre les images et souhaits, d’une part, et d’autre part, l’analyse que l’on entreprend des moyens et des buts. Il pourrait donc être souhaitable à l’avenir que les auteurs, avant d’exposer leur point de vue d’une manière scientifique, disent clairement quelles sont leurs conceptions ou opinions personnelles et fondamentales qui, par ailleurs, sont toujours sous-jacentes à leurs explications scientifiques. Il est généralement admis en effet que, dans l’état actuel des travaux et des méthodes des sciences sociales, la relation entre l’opinion des chercheurs et leurs travaux scientifiques demeure étroite, sinon toujours visible et facile à déceler. La façon dont on pose les hypothèses de départ, ou dont on interprète les résultats des recherches, dépend grandement de la personnalité et de l’opinion subjective des chercheurs. Sans épiloguer sur la relation de l’objectif et du subjectif en sciences sociales, on peut éviter beaucoup de malentendus et de difficultés d’interprétation en énonçant clairement en préface à tous les travaux les conceptions et les convictions de l’auteur.

Indicateurs

Les participants ont passé en revue les différents indicateurs mentionnés dans les documents de travail, et qui ont été organisés autour de cinq foyers principaux : 1. L’Europe de la culture et des hommes ; 2. L’Europe des communications et des échanges ; 3. L’Europe institutionnelle et économique ; 4. Forces et gouvernements européens ; 5. L’Europe politique.

Puis ils ont examiné les indicateurs des échanges que K. W. Deutsch avait présentés au cours d’un colloque antérieur¹¹. Cette méthode concerne toute espèce d’échanges : d’idées, de traditions, d’informations aussi bien que d’hommes, de produits et de capitaux. K.W. Deutsch a notamment défini, dans le cadre national et international, différents types de communications et a proposé des moyens propres à mesurer l’intensité des échanges entre nations et régions, mais aussi entre diverses couches sociales. Ces instruments pourront être utilisés, tout en observant l’esprit et le milieu dans lesquels sont pratiqués les échanges, ainsi que l’influence d’autres facteurs et impondérables : cadres institutionnels, durée, sécurité, confiance, rapports d’amitié.

11. *Pour une analyse nouvelle de l’intégration et des moyens propres à la mesurer*, Procès-verbal d’un groupe de travail, réuni le 19 avril 1962 au Centre européen de la culture (Genève), avec la participation de M. K. W. Deutsch, P. Duclos, R. Girod, J. Meynaud, A. Weilenmann, E. Lewis, H. Schwamm, D. Sidjanski, pp. 8 et 9.

En gros, la méthode proposée par Deutsch pour mesurer les échanges consiste dans la construction d'un *modèle indifférent* où d'un *modèle nul* de communications d'un type défini entre plusieurs unités, telles que les pays ou régions. Ces échanges sont inscrits sur une matrice où figurent les échanges globaux de chaque pays, ainsi que leur répartition par pays. Parmi les échanges globaux on distingue ceux qui partent d'un endroit et ceux qui y aboutissent. Ces calculs s'échelonnent sur plusieurs années de façon à permettre des comparaisons. En sus des chiffres indiquant des échanges "indifférents", "indifférents" au sens où ils sont proportionnels à la grandeur des pays, qui désignent des "échanges escomptés" on rapporte les chiffres correspondant aux "échanges réels". Ces deux séries de données "indifférentes" et "réelles" permettent de mesurer la différence entre les échanges escomptés et les échanges effectifs, dans chaque sens et par couple de pays. Ainsi, d'après les calculs du professeur Deutsch, les pays scandinaves accusent un surplus de 20 % par rapport au commerce qu'ils auraient eu s'ils eussent été indifférents. L'écart indique l'incidence d'autres facteurs sur leur commerce.

Par cette méthode, nous pourrions obtenir des indications concernant les degrés de cloisonnement ou d'intégration entre pays et leur évolution dans le temps. Pour parvenir à des conclusions valables, nous serons cependant obligés de replacer ces données chiffrées dans le cadre global des échanges.

Une méthode similaire bien que moins scientifique a été employée par les auteurs de l'enquête du *Readers Digest* sur le Marché commun¹². Cette voie mériterait d'être explorée avec rigueur scientifique ; de tels travaux pourraient aussi être étendus à d'autres secteurs tels que les échanges de correspondances, de touristes¹³ ainsi qu'aux migrants, professeurs et étudiants ; les divers moyens d'information – presse, radio, télévision, cinéma – pourraient recevoir un traitement similaire. En dehors des échanges de programmes, de nouvelles ou de conférences, il est indispensable de dénombrer les références au pays d'origine, à la Communauté, à l'Europe, à d'autres pays, à des organisations mondiales ainsi que d'évaluer leur importance relative. Ce recensement ne peut, certes, être pratiqué jour par jour. Le choix portera sur deux mois par année par exemple, dont on déduira des moyennes générales. De cette manière, il sera établi une échelle selon la fréquence et l'importance de références, de termes ou symboles nationaux européens et internationaux ainsi que leur évolution dans le temps.

12. *Products and People*, 1964, avec préface de U. W. Kitzinger ; en langue française : 221.750.000 consommateurs, avec préface d'André Piatier. Voir aussi J.-R. Rabier : RABIER J.-R., "Comment les peuples européens se voient et voient les autres", *Revue de Psychologie des Peuples*, n° 1, 1964.

13. Un exemple : le travail de Arend Lijphart : LIJPHART A., "Tourist Traffic and Integration Potential", *Reprint Series* n° 14, The Department of Political Science, University of California, Berkeley, 1964.

Ce sont là les quelques pistes qui se proposent à nous dans le domaine des communications. Explorées systématiquement, elles nous fourniront des indicateurs précieux sur l'accroissement des communications sociales sous l'effet de l'intégration, tout en rendant possible la comparaison du degré d'intégration dans ce secteur avec les degrés que l'on observe dans des fédérations existantes ou d'autres communautés. Voir à titre d'exemple une étude approfondie qui a été réalisée récemment aux États-Unis par R. L. Merritt sur l'apparition de la terminologie nouvelle : américain, Amérique, lors de la création de la fédération.

Choix d'indicateurs

En nous fondant sur les conclusions qui résultent des débats du colloque ainsi que sur divers travaux, nous nous sommes proposés de mettre un peu d'ordre parmi ces indicateurs¹⁴ qui n'ont pas tous la même valeur pour les recherches européennes. Le but est d'en tirer le maximum.

Deux critères principaux nous orienteront dans notre choix : l'importance de l'indicateur et la possibilité d'en disposer sans payer un prix exorbitant. C'est ainsi que nous éviterons de procéder à de grandes enquêtes ou à des calculs multiples à propos d'indicateurs mineurs tels que celui concernant le mouvement touristique. Par contre des dossiers seront constitués et des tableaux dressés pour chaque catégorie d'indices pour lesquels des données de base sont disponibles ou faciles à réunir. Des travaux plus poussés ne seront entrepris que pour certains indicateurs considérés comme très importants ou n'ayant fait l'objet d'aucun essai d'application dans le domaine de l'intégration européenne. En dehors des *indicateurs culturels* à long terme tels que l'éducation européenne certains sont plus significatifs de l'intégration actuelle et faciles à détecter : la place de l'Europe dans les publications et dans les communications culturelles ; des coproductions à sujet ou à caractère européens ; et surtout des associations et des groupes de pression culturels poursuivant un but européen ou agissant dans l'espace européen.

Quel que soit l'intérêt que présente l'étude des attitudes et des motivations, celles-ci doivent être mises en parallèle avec le comportement réel, car l'intégration effective n'existe que si les membres d'une communauté témoignent leur *allégeance* par leurs actes. L'*eurosphère* des personnalités et des élites ainsi que les *foyers actifs* relativement faciles à repérer, figurent parmi les facteurs essentiels de l'intégration au stade initial. À ce stade, en effet, les lignes ou les foyers de force deviennent déterminants du fait de la grande marge d'imprévision quant aux comportements des membres et aussi

14. SIDJANSKI D., *Dimensions européennes de la science politique*, Paris, Librairie Générale de droit et de jurisprudence, 1963

en divers cas d'élasticité de ces comportements – marge qui s'accroît à l'approche de crises ou de choix aigus.

Dans l'*Europe des communications*, toute la série d'indicateurs d'échanges de lettres, de touristes et de voyageurs constitue des indices plurivalents, voire douteux. Les échanges de produits interprétés à la lumière des institutions et des politiques communes sont plus révélateurs. Il faut au surplus sa garder des lieux communs : on n'a jamais établi que le tourisme tel que pratiqué aujourd'hui soit une école de rapprochement et de compréhension. Lorsqu'ils s'accompagnent d'un élément de durée, les mouvements migratoires ou les transferts de domicile fournissent des indicateurs plus sûrs. Quant aux moyens d'information, ils révèlent plus les possibilités d'action européenne que le degré d'intégration. Bref, dans le domaine des échanges, l'aspect le plus significatif est le *cumul pondéré des indicateurs* ainsi que leur comparaison avec l'intensité qu'ils atteignent dans les États fédéraux ou unitaires.

Dans un tableau général, chaque indicateur sera affecté, en dehors du coefficient d'intégration propre à son secteur, d'un coefficient indiquant son poids politique. L'ensemble de ces coefficients devrait permettre d'obtenir des taux et des degrés de "politification" et de politisation. Le *taux de politisation* désigne le rythme auquel s'étend le domaine ou l'intervention politique, tandis que le *degré de politisation* se réfère au stade auquel est parvenu ce mouvement d'extension de l'action ou du contrôle politique. Le rythme auquel s'effectue la construction d'un appareil et d'un cadre politique dans une communauté sera appelé selon le vocabulaire proposé par P. Duclos *taux de politification* et le niveau atteint par ce processus *degré de politification*. Ces distinctions sont nécessaires car les indications ainsi obtenues n'évoluent pas toujours dans le même sens : le degré peut augmenter bien que le taux baisse et la politification peut demeurer stationnaire alors que la politisation croît.

C'est au prix de cet effort de "globalisation" que les divers indicateurs utiles en eux-mêmes, recevront un sens plus réel par rapport à une échelle d'ensemble. Sans quoi, l'emploi d'indicateurs particuliers et séparés du contexte général risque de se heurter à des difficultés ou à des doutes graves. Lorsque, lors de la réunion préparatoire tenue à Genève en avril 1962, K. W. Deutsch termina son brillant exposé – chiffres, graphiques et courbes à l'appui – Jean Meynaud¹⁵ lui demanda qu'elle en est en conclusion son diagnostic sur l'état et les tendances de l'intégration. La réponse à cette question, répliqua Deutsch sans la moindre ironie, je l'attends de vous.

15. Voir à ce propos MEYNAUD J. et SIDJANSKI D., *Science politique et intégration européenne*, Institut universitaire d'études européennes, Genève, 1965.

Certains motifs à fréquence réduite apparaissent comme particulièrement efficaces, telle la participation populaire. Les auteurs ont-ils tenu compte tenu du fait que moins un motif est invoqué, plus il a de chance d'apparaître dans des cas de réussite ; à l'inverse, plus un moyen est souvent employé, plus il court de risque d'échecs. Ainsi, les institutions politiques ou les symboles qui sont présents dans presque tous les essais d'intégration doivent nécessairement apparaître moins efficaces que ceux qui ne font leur apparition que dans certains cas et à un stade relativement avancé du processus. En effet, le soutien et la participation populaires, difficiles à obtenir, ne se présentent généralement que lorsque l'intégration a déjà produit certains effets qui touchent les couches plus larges de la population, les sensibilisent et les incitent à prendre une part active au mouvement d'union. Or, à ce niveau, le succès de l'intégration est, en principe, assuré. C'est dire que tant les situations examinées que les conclusions ne peuvent avoir qu'une portée limitée. Une autre *critique* vient à l'esprit lorsqu'on compare la partie méthodologique et la partie opérationnelle de l'ouvrage en question : autant la première est riche d'enseignements et de suggestions, autant la seconde est décevante et ne nous apprend rien d'intéressant sur l'OTAN. L'application n'est pas à la hauteur de la réflexion historique. Les monographies historiques ont néanmoins donné de bien meilleurs résultats¹⁶. Il sera possible et utile d'entreprendre, avec un groupe de chercheurs appartenant aux divers pays européens, une étude des conditions, des motifs et des instruments d'intégration. La dimension historique éclaire la nature, les éléments, les difficultés mais aussi les possibilités de l'intégration européenne.

K. W. Deutsch expose en résumé les résultats des travaux de son équipe de Yale (1963-65). Ceux-ci se caractérisent par les méthodes diverses qui ont été employées pour analyser les faits : interviews des cadres allemands et français, sondages d'opinion, analyse de contenu des journaux, mesure des transactions internationales et du comportement réel. Par ses voies diverses, les membres de l'équipe ont abouti à une conclusion concernant l'arrêt du mouvement d'intégration depuis 1957-58, époque à laquelle l'Europe a atteint le niveau le plus élevé d'intégration structurelle. Ce degré d'intégration est mesuré en particulier par l'indice d'acceptation relative. David Handley en reprend l'étude sous un angle de critique constructive. Dans son travail¹⁷, il énumère les avantages et les désavantages de cet indice et reproduit notamment l'explication que Deutsch a fournie au cours du colloque organisé par le Département de science politique et l'Institut universitaire d'études européennes à Genève le 20 juin 1970. À cette occasion, Deutsch a

16. Voir notamment KANN R. A., *The Habsburg Empire : A Study in Integration and Disintegration*, New York, F. A. Praeger, 1957 ; LINDGREN R. E., *Norway-Sweden : Union, Disunion, and Scandinavian Integration*, Princeton, Princeton University Press, 1959.

17. HANDLEY D. et alii, *Méthodes quantitatives*, Institut universitaire d'études européennes, Genève, 1970.

donné l'aperçu de la suite de leurs travaux et a expliqué comment avec son équipe de Harvard ils se sont rendus compte récemment que l'AR implique une distorsion du fait que les pays qui ne sont pas directement considérés sont tous regroupés sous une seule rubrique "reste du monde". Il est donc nécessaire pour éviter cette distorsion de prendre en considération tous les pays qui pratiquent les échanges. La contribution de Handley porte sur deux points :

D'une part, il a prolongé les calculs de l'indice AR dans la Communauté européenne pour la période 1963-1968. Les résultats confirment une évolution favorable des échanges entre les Six, montrant ainsi, s'il en était besoin que les conclusions peuvent varier selon les périodes étudiées. D'autre part, il a proposé un AR modifié qui varie entre - 1 et + 1 rendant ainsi plus facile l'évaluation mais s'exposant au risque de minimiser par ailleurs l'importance des grandes valeurs. Ce sont autant de tentatives pour améliorer les instruments de mesure dont on dispose.

L'analyse de contenu a été effectuée par l'équipe de Deutsch sur les éditoriaux de quatre grands quotidiens (*Le Monde*, *Frankfurter Allgemeine*, *Times* et *New York Times*) qui concernaient l'intégration européenne ou la collaboration atlantique (1953-1963). Deux tendances s'y dessinent : l'intérêt des trois journaux européens s'est orienté vers l'intégration économique de l'Europe ; dans l'ensemble l'attention prêtée aux questions politiques que soulève une Europe unie a diminué, à l'exception du *New York Times*. Ces observations – bien que limitées – gardent leur signification, surtout si l'on sait que les "faits économiques européens" ont été en grande partie transférés des éditoriaux à d'autres rubriques, ainsi que le témoigne l'évolution du *Monde*.

Les échantillons de cadres français (147) et allemands (173) interviewés en été 1964 ont apporté des indications précieuses sur leur façon de concevoir l'intégration et son évolution. Au cours de cette période, 43 % des cadres français préconisent une prépondérance des influences supranationales et 41 % préfèrent la prédominance des États nationaux dans la forme d'intégration ; chez les cadres allemands, une faible majorité se prononce pour une forme d'intégration à caractère supranational, bien que 45 % préfèrent une confédération ou un type d'organisation qui préserve le caractère national. Quant aux délais nécessaires pour que l'intégration s'accomplisse, les cadres allemands (46 %) sont plus optimistes que les cadres français dont 19 % seulement prévoient l'union européenne au cours des dix années à venir.

L'intégration au plan de l'opinion publique enregistre, à l'encontre des transactions, un accroissement sensible de l'importance de l'Europe unie tant en France qu'en Allemagne. Cet accroissement a été le plus vigoureux

entre 1957 et 1962. De plus, l'analyse factorielle de nombreux sondages effectués dans ces deux pays entre 1954 et 1962 a révélé un rapprochement notable des idées fondamentales. Par ailleurs, l'équipe Deutsch a observé une contradiction latente entre l'adhésion à la réalité de l'État national et l'idée d'union européenne. Ronald Inglehart consacre son article à l'évolution des attitudes qui le conduit à conclure qu'à certains égards, l'intégration ne s'est pleinement mise en marche qu'à partir de 1958. Il met l'accent sur la comparaison des attitudes favorables à l'intégration entre adultes et jeunes. Dans l'ensemble, les jeunes de 16 à 19 ans de l'échantillon d'Inglehart sont bien plus favorables que les autres catégories d'âge. Son explication se fonde principalement sur l'idée que l'identification nationale se forme à l'âge pré-adulte. De ce fait, les catégories d'âge qui ont été exposées aux influences de la première ou deuxième guerres mondiales sont plus nationalistes que les nouvelles générations libérées de cet héritage de conflits nationaux. Inglehart conclut à la suite de ses analyses que deux éléments au moins sont nécessaires à l'éclosion d'un sens vigoureux de l'europanisme : l'absence de souvenirs générateurs de conflits et un sens de la participation positive à des activités communes importantes.

À ces deux éléments s'ajoute l'augmentation sensible des transactions intra-européennes accompagnée d'une réduction possible de la distance psychologique entre les groupes intéressés. Une autre conclusion importante concerne la stabilité relative des attitudes face à l'intégration européenne. Une exception notable : l'Angleterre, qui, ainsi qu'il ressort de notre aperçu, accuse de fortes fluctuations et une baisse de soutien frappante. Si l'évolution de la conjoncture fournit une explication partielle, nous sommes enclins à croire que la stabilité qui caractérise les six pays est due en bonne partie au fait que ceux-ci sont insérés dans un cadre institutionnel commun, la Communauté européenne.

À son tour, Inglehart examine brièvement les autres indicateurs utilisés par Deutsch. À propos des transactions et des échanges, il suppose à titre d'exemple que les voyages dans d'autres pays de la Communauté rendent un individu plus favorable à l'intégration européenne ; cet effet se trouve-t-il annulé par des voyages dans des pays tiers ? À son avis, cette circulation accrue jointe à d'autres facteurs contribue à forger progressivement le sens de la Communauté. Cette hypothèse est largement corroborée par les travaux qui, menés sous la direction de Carl J. Friedrich, ont porté sur les divers types d'intégration non formelle : collaboration industrielle et professionnelle, échanges de travailleurs et d'universitaires. Nos études des structures professionnelles dans la Communauté ainsi que des groupes de promotion confirment aussi cette tendance générale malgré les crises qui ont secoué les institutions. Dans ces différentes recherches, l'intégration apparaît comme un changement social qui se poursuit à des niveaux divers

des activités et structures de la société européenne en formation. Ces niveaux bien qu'interdépendants et s'appuyant mutuellement semblent avoir acquis dans une certaine mesure du moins, un mouvement propre, comme le témoignent les échanges et la relative stabilité des attitudes. Les institutions communautaires qui ont donné une nouvelle impulsion à ces formes variées de collaboration bénéficient à leur tour, du soutien de l'intégration en profondeur. De surcroît, elles leur assurent un cadre organisationnel qui semble garantir une certaine stabilité des relations d'États, de groupes et d'individus dans la Communauté européenne.

La contribution exceptionnelle de Karl W. Deutsch dépasse largement cet échantillon que j'ai tenu à présenter dans mon hommage. Phénomène rare, ce scientifique d'une vaste culture historique a été aussi un grand innovateur dans l'utilisation des méthodes quantitatives en science politique. Sa thèse sur la Nation en tant que réseau de communication privilégié l'a conduit à développer le concept des nerfs de gouvernement et à l'approche des communications tant au niveau régional européen qu'en matière des relations internationales.